

Commerce mondial et destruction de l'environnement

Malgré toutes les prédictions de la fin du libre-échange en raison des guerres commerciales et du protectionnisme, le volume du commerce mondial augmente rapidement. Depuis la mondialisation libérale des années 1980, les quantités de marchandises expédiées dans le monde entier ont explosé. Alors que les dimensions sociales et politiques de cet essor ont été examinées à maintes reprises, le présent Cahier ›Welthandel und Umweltzerstörung/Commerce mondial et destruction de l'environnement‹ examine les implications pour l'environnement et les conséquences sur les conditions sociales. Mais pourquoi cette vision soi-disant indépendantiste du commerce est-elle importante au départ, alors qu'il s'agit principalement d'éviter une production nuisible?

Bien sûr que le plastique dans la mer est nocif, quel que soit l'endroit où il a été produit. Et, bien évidemment, la fertilisation intensive à plusieurs niveaux est problématique, que l'engrais soit produit localement ou arrive sur les champs via le commerce mondial. Et les combustibles fossiles alimentent l'effet de serre, quelle que soit la distance parcourue avant d'être consommés. En effet, si l'on considère séparément les différents aspects problématiques, il est facile de perdre de vue le fait que le commerce mondial permet la constitution de chaînes de valeur ajoutée dans lesquelles différents types de pollution environnementale s'accumulent.

Loin de vouloir claironner le protectionnisme ou le nationalisme, nous nous préoccuons davantage de la planète. C'est pour cette raison que nous examinons le rôle du commerce mondial et les possibilités de l'économie qui en découle dans la perspective des limites planétaires.

Un exemple: Si le pétrole brut est extrait des sables bitumineux, des forêts sont défrichées avec une perte correspondante de biodiversité. En outre, la forêt est perdue en tant que réservoir de CO₂. S'ajoute à cela une consommation élevée d'énergie et d'eau douce et en plus, on utilise des produits chimiques dont les effets à long terme sur les écosystèmes n'ont pas fait l'objet de recherches suffisantes. Si une partie du pétrole est par la suite utilisée dans la pétrochimie, il est transformé en plastique, par exemple pour les circuits imprimés électroniques ou les boîtiers de téléphones portables. La production chimique s'est de plus en plus concentrée en Chine, non seulement à cause des bas salaires, mais également pour les coûts peu élevés des mesures environnemen-



tales qui y sont appliquées. Le voyage se poursuit ensuite jusqu'aux consommateurs en passant par les usines: Les statistiques montrent que non uniquement le commerce mondial augmente, mais aussi la proportion de produits finis expédiés dans le monde entier. Le transport à son tour produit les émissions qui nous viennent tout de suite à l'esprit quand on songe à ›environnement et commerce mondial‹: les gaz d'échappement toxiques du pétrole lourd qui propulse les navires, ou le CO₂ que les avions de fret répandent dans la haute atmosphère. La part du fret aérien ne cesse d'augmenter: les produits finis ont souvent en même temps un poids faible et une valeur élevée. Le fret aérien, plus coûteux, vaut la peine s'il permet de vendre le produit plus rapidement et de convertir plus rapidement le capital qu'il contient.

Mais la chaîne n'est pas encore terminée: si le produit est techniquement obsolète, cassé ou – comme les emballages – à jeter après une utilisation unique, le plastique est, quant à lui, trop souvent réexpédié dans le cadre du commerce mondial des déchets. Ces plastiques finissent dans des bidonvilles, par exemple en Afrique. Les gens essaient de récupérer quelques matières recyclables dans les décharges dans des conditions sanitaires et environnementales désastreuses. Finalement, le plastique, issu des sables bitumineux, sera ›stocké‹ dans l'atmosphère sous forme de CO₂ et de gaz toxiques, ou alors rejeté dans la mer.

Nous aurions, aussi, pu suivre le cheminement commercial mondial de l'huile de soja. Il commence sur le sol de forêts pluviales déboisées, passe par des usines d'engrais et d'aliments pour animaux, traverse l'estomac du bétail d'engraissement et finit dans les lacs surfertilisés et sous forme de nitrate dans la nappe phréatique. Nous aurions également pu nous intéresser à l'huile qui permet aux machines d'abattre les forêts boréales du Nord pour la production de cellulose ... Tous ces maillons de valeur ajoutée autour de la planète détruisent les conditions permettant la vie sur notre planète. Ces filières de pollution de l'environnement ne pourraient pas fonctionner sous cette forme et dans cette ampleur sans le commerce mondial.

Nous nous sommes vite rendu compte que le sujet choisi était infini. Nous nous sommes heurtés à nos limites personnelles. Ce Cahier n'a donc pas l'ambition de présenter une analyse définitive, ni un inventaire théoriquement cohérent. Il s'agit bien plutôt de rendre compte des conséquences sociales souvent catastrophiques de la division internationale du travail. Mais nous voulons, surtout, donner une impulsion à la prise en compte de l'emprise du commerce mondial sur les conditions permettant la vie sur terre, par exemple dans le cadre des discussions sur les accords internationaux de libre-échange.

Au début de ce Cahier se trouvent deux contributions générales permettant une vue d'ensemble: *Helen Müri*, *Christoph Lüthy* et *Daniel Haller* dissèquent les impacts environnementaux du commerce mondial qui découlent directement (transports) et indirectement (culture, exploitation et production des biens commercialisés, recyclage, déchets). Ils et elle classent ces impacts sur le problème environnemental global au moyen du concept des limites de charges planétaires. Par la suite, les interrelations sont présentées de manière détaillée au travers de certains domaines, par exemple dans l'article de *Monika Tobler* (eau), *Lisa Mazzone* (trafic aérien) et *Daniel Haller* (commerce mondial pharmaceutique).

Pour comprendre la dynamique monstrueuse du commerce mondial, une approche historique est nécessaire. *Ueli Gähler* revient sur le colonialisme qui a contribué à la montée du capitalisme commercial et qui marque aujourd'hui encore les rapports de force entre le Nord et le Sud. Cette dynamique a pris, selon *Ulrich Brand*, une nouvelle dimension depuis les années 1980; elle doit être qualifiée de néocolonialisme en raison, par exemple, de la pratique continue du ›Landgrabbing‹, comme le démontre *Stefan Kessler* dans sa contribution.

A la différence de ces analyses critiques, on peut noter une compréhension plutôt positive du commerce mondial dans le discours public, une fois mises de côté les idées clairement nationales-chauvinistes et qui exigent, au gré des intérêts de chacun-e, des marchés ouverts ou, au contraire, fermés pour certains secteurs de sa ›propre‹ économie. C'est ainsi que le libre-échange continue à être considéré comme garant non seulement de la liberté, mais encore de la prospérité économique. En analysant les traités de libre-échange, *Jean Freyder* montre cependant que l'hypothèse d'une dynamique gagnant-gagnant grâce au libre-échange ne se vérifie pas dans la réalité des relations commerciales inégales ni dans les rapports de pouvoir nationaux. L'analyse critique de *René Longet* porte notamment sur la mesure dans laquelle le modèle de développement durable, établi de longue date, peut fournir un cadre pour surmonter ces distorsions. Aujourd'hui, les espoirs découlant d'un ›capitalisme vert‹ ont le vent en poupe. Ce dernier rendrait possible un commerce mondial écologiquement durable grâce à des solutions techniques et des incitations commerciales. *Christine Dellsberger*, *Barbara Unmüsig* et *Daniel Tanuro*, chacun-e avec son approche et sa méthode, analysent et critiquent cette promesse et démontrent qu'il s'agit, dans une très large mesure, d'une illusion: même un ›capitalisme vert‹ conserve ses contraintes de croissance et d'exploitation expansives et destructrices. Un changement fondamental est nécessaire.



Néanmoins, les contributions du dernier bloc esquissent des pistes concrètes qui favoriseraient aujourd'hui même la transition du capitalisme vers un système économique durable orienté sur les besoins des personnes. Le groupe de travail ›Genre et commerce‹ de *WIDE+* fonde sa réflexion en particulier sur la possibilité de concevoir les accords commerciaux de l'UE de manière à réduire les relations de pouvoir et à renforcer les droits des femmes. *Bettina Dytrich* considère les initiatives agricoles existantes comme le point de départ d'une écologie agricole réellement durable et équitable. *Beat Ringger*, quant à lui, considère les circuits économiques régionalisés comme la base d'une politique locale compatible au niveau mondial, une orientation bénéfique également pour la population autochtone. La contribution de *Hans Baumann* va dans le même sens. Il actualise un débat syndical plus ancien sur le New Deal vert et la reconversion d'une économie fondée sur des produits su-

Le Groupe ›Commerce mondial et environnement‹ du Réseau de réflexion a commencé ses travaux en octobre 2017 et s'est depuis lors réunie dans différentes configurations. Le travail fut rapidement divisé en différents sujets. Un sous-groupe a compilé les premiers mots-clés permettant d'analyser la situation du commerce mondial. Un autre sous-groupe s'est intéressé aux gagnants et aux perdants du commerce mondial. L'importance d'une vue d'ensemble des problèmes environnementaux tout au long de la chaîne de valeurs ajoutées lors de la production de biens est rapidement apparue; cette question a été traitée de manière intensive par un autre sous-groupe. En raison de nos ressources limitées, nous avons dû nous limiter à certains biens importants du commerce de marchandises international, notamment les matières premières. Lorsque la possibilité s'est confirmée de consacrer un Cahier du Réseau de réflexion à ce sujet, ce travail a été au centre de l'attention. Nous savons qu'à l'avenir, l'attention devra porter sur d'autres questions encore, notamment celle des produits transformés dans le contexte du commerce financier et des services. D'autre part, les incidences sociales des questions environnementales et leurs effets sur les politiques de paix nécessitent également des analyses approfondies. Plus fondamentalement, la question de la prise en compte des questions environnementales par le système économique (changement de système) est à l'ordre du jour. A ces propos: le groupe ›Commerce mondial et environnement‹ recherche des personnes intéressées à collaborer, en particulier des personnes disposant de compétences scientifiques, économiques ou juridiques dans le domaine de l'environnement. Pour tout contact et information complémentaire: handel@denknetz.ch.



perflus et nocifs. *Hans Schäppi* et *Roland Herzog*, enfin, développent le concept de monnaie carbone en tant que mesure permettant de financer un New Deal socio-écologique.

Rédaction du Cahier